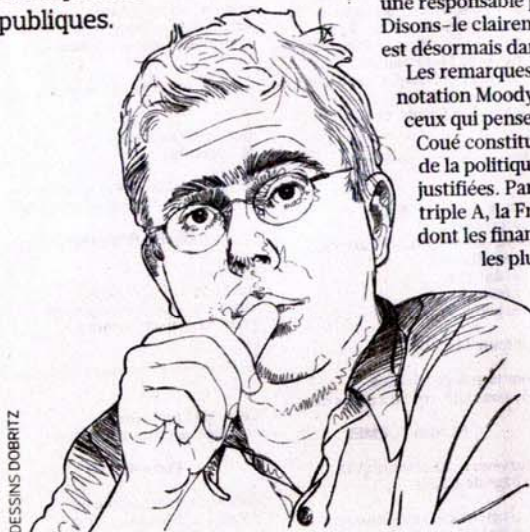


Nicolas Bouzou

Après l'avertissement de l'agence Moody's, le directeur-fondateur d'Asteres\* appelle à réduire avec détermination les dépenses publiques.



DESSINS DOBRITZ

Vice Président du Cercle Turgot

\* Cabinet d'analyse économique et de conseil. Nicolas Bouzou est aussi membre du Conseil d'analyse de la société.

# Conserver le triple A, ce bien public

**L**e président de la République a raison de souligner que les dix prochains jours vont sceller le destin des Français comme celui des autres Européens. Il n'y a là nulle dramatisation, mais au contraire une responsable prise de conscience. Disons-le clairement : la France est désormais dans l'œil du cyclone.

Les remarques de l'agence de notation Moody's, quoi qu'en disent ceux qui pensent que la méthode Coué constitue l'alpha et l'oméga de la politique économique, sont justifiées. Parmi les pays notés triple A, la France fait partie de ceux dont les finances publiques sont les plus précaires. La dette publique française n'est pas démesurée (c'est pour cette raison qu'elle conserve son triple A), mais ses déficits publics, qui déterminent la trajectoire future de la dette, ne se réduisent pas assez

vite. En outre, l'absence de consensus politique sur cette question jette une ombre sur notre capacité collective à prendre ce problème à bras-le-corps. Or, il faut le dire et le répéter, ce triple A

**« Il faut poursuivre la réforme des retraites, dissocier, dans le champ de la maladie, ce qui relève de la solidarité nationale de ce qui relève de l'assurance, et examiner les missions que l'État pourrait laisser au secteur privé. »**

constitue un bien public, qu'il faut absolument conserver, sous peine de voir notre capacité à financer notre État, nos collectivités locales et, surtout, notre Sécurité sociale réduite à néant. La perte du triple A, ce serait la perte brutale de tous les acquis sociaux.

Cela étant posé, que faut-il faire ? La méthode du gouvernement, qui repose quasi exclusivement sur

l'alourdissement des prélèvements obligatoires, essentiellement via la chasse toujours épuisante et souvent inefficace aux niches fiscales, montre ses limites. L'histoire économique est claire : les épisodes réussis d'assainissement des finances publiques sont, dans leur immense majorité, le résultat d'une baisse prononcée des dépenses publiques, et d'une hausse raisonnée des impôts. Que cela signifie-t-il en pratique ? Que le gouvernement ne peut plus colmater les brèches à coups de hausses de prélèvements ici ou là (sur les sodas, les hôtels de luxe, les reventes de résidences secondaires...) en espérant tenir jusqu'à l'élection présidentielle. Un tel pari serait terriblement dangereux.

**I**ci, la voie de la raison s'appelle le courage. Le courage, c'est par exemple de remonter à dose homéopathique les impôts à large base fiscale car ce sont eux qui ont le rendement le plus élevé. Le taux normal de TVA pourrait ainsi être relevé d'un point, et certains taux réduits (dans la restauration ou le bâtiment) pourraient être rehaussés à un taux

« intermédiaire », aux alentours de 9 %. Mais, surtout, il faut enfin lancer le chantier, sans cesse évoqué mais toujours repoussé, de la maîtrise de la dépense publique : poursuivre la réforme des retraites (le premier ministre, avec grand courage, a suggéré il y a quelques semaines une convergence avec l'Allemagne), dissocier, dans le champ de la maladie, ce qui relève de la solidarité nationale de ce qui relève de l'assurance, et examiner les missions que l'État pourrait laisser au secteur privé. Dans cette affaire, la détermination est nécessaire, mais pas la brutalité. Ça, contrairement à ce qu'on entend trop souvent, les marchés et les agences de notation voient plutôt les choses à long terme. Nos créanciers n'exigent pas de nous des coupes budgétaires et des augmentations d'impôt précipitées qui brisent la croissance. Ils nous demandent simplement d'assurer la soutenabilité de nos finances publiques à long terme. Qui pourrait les en blâmer ? On me répond que le coût politique de telles réformes serait, pour le président de la République, prohibitif. Mais cet argument est facilement réversible. D'une part, c'est surtout la menace de perte du triple A qui risque d'avoir un coût politique prohibitif. D'autre part une place dans l'histoire longue de la France et de l'Europe vaut bien une réélection pour cinq ans.

**C**ar s'il s'agit de sauver la France, il s'agit aussi de sauver l'Europe. Clairement, la crise actuelle a rappelé que le couple franco-allemand donnait le tempo en matière de construction européenne. N'en déplaise à la Commission, une grande partie des décisions qui déterminent l'avenir de l'Europe se prennent entre Paris et Berlin. Le sommet européen de ce week-end ne dérogera pas à la règle. Mais, pour entraîner les autres, encore faut-il que la France soit aussi crédible économiquement que l'Allemagne. L'avertissement de Moody's a creusé l'écart entre les deux pays. La balle est désormais dans notre camp.

publi-information

LE FIGARO